

Dans le cadre de la préparation du Congrès extraordinaire de 2018, quelques considérations à propos du Communisme (24/1/2018, *)

SOMMAIRE :	page
1. Introduction et but de la présente note	1
2. Pour changer la société, nous avons besoin de mots qui permettent de désigner des concepts	2
3. La lutte des classes selon Waren Buffet, Communisme et Le mythe de la fin de l'Histoire	3
4. Régime "communiste" ou "socialiste" ? La question des Contradictions	4
5. Une conception émancipatrice du Communisme mais qui renvoie à une vision déterministe de l'Histoire	5
6. Un début de remise en chantier des concepts émancipateurs	5
6.1. La contradiction de classe :	5
6.2. D'où vient la difficulté à cerner la "ligne de démarcation" entre les classes antagoniques qui traverse la société actuelle ?	5
6.2.1. La diversification du salariat et du monde du Travail	6
6.2.2. La place prise par les services publics privatisés ou non	7
6.2.3. L'alliance stratégique du grand patronat et des principaux acteurs des marchés financiers	7
6.2.4. Une certaine forme de mondialisation :	8
6.2.5. L'atomisation de la grande Entreprise et des activités de production	8
7. Machiavel à l'origine du stalinisme	9
8. Des innovations conceptuelles pour penser le monde en train de changer	10
8.1. 1990 : la chute du Socialisme et non du Communisme	11
8.2. Consolider ses fondations sans reniement OUI	11
8.3. Congrès de Martigues "BIS" : NON	12
9. Le Communisme de nouvelle génération	13
10. La question existentielle du rapport capital - travail	14
11. Dans un tel contexte, faut-il changer de nom ?	14
12. Conclusion	16

1. Introduction

Il peut paraître incongrue, voire insolite, alors que les difficultés pour rassembler sur des objectifs politiques de gauche n'échappent à personne, de revenir sur un mot qui donne lieu à une charge affective, voire émotionnelle, d'un niveau rarement atteint dans le domaine politique, et auquel est attaché en France et dans le monde une réalité extrêmement contradictoire. De fait, chacun sait bien que pour des pans entiers de la population, en France et au - delà, il suffit de prononcer le mot pour que l'idée – même d'un bulletin de vote pour un candidat qui s'en réclame puisse apparaître rédhibitoire, tandis que d'autres identifient le mot à la française aux plus grandes conquêtes sociales et démocratiques de notre pays.

Il est un fait que nombre de commentateurs politiques de tout bord procède, sans crier gare mais non sans arrière-pensée, à l'assimilation du Communisme au totalitarisme, quand d'autres prennent toutes les précautions pour distinguer Communisme et Stalinisme, rangeant, à juste titre, ce dernier dans l'étagère du totalitarisme. Il n'est pas possible d'ignorer les dégâts potentiels occasionnés par le premier type de posture, d'autant plus qu'un tel amalgame vise frontalement les jeunes générations par toute sorte de moyens, et ce dès l'Ecole, tant les ouvrages scolaires ont perdu de leur épaisseur et de leur effort d'objectivité. Sur ce dernier point, on notera avec intérêt l'effort de contre-propagande mené par Le Monde Diplomatique, en produisant un Manuel Scolaire d'Histoire critique pour les jeunes générations dont les parents gagneraient à en prendre connaissance.

Des sondages contradictoires

Contradictoire ? Les sondages le confirment :

En France,

En 2008, selon VIAVOICE, 22% serait prêt à voter pour un candidat communiste

Alors qu'en 1993, selon l'IFOP, 51% considèrent que le PCF est appelé à disparaître, ils sont 58% en 2010 à partager ce point de vue. Ils ne sont plus que 47% en 2013 (recul de 11% en 3 ans).

En 2016, STATISTA dégage 23% des Français qui ont une bonne opinion du PCF.

La réalité n'est pas moins contradictoire hors de France, puisque :

Selon Gallup en 2013 : 54% des sondés au travers des pays de l'ancienne URSS regrettent la disparition de l'Union.

Si les instituts de sondage surfent sur une méconnaissance du PCF et de ses propositions, et sur les déformations dont elles sont l'objet, c'est bien à une tentative de marginalisation à laquelle il est confronté, notamment via la politique médiatique en vigueur.

Dans le même temps, au cœur de l'action politique, pour pouvoir agir sur les événements il est un besoin incontournable : avoir les moyens conceptuels qui permettent de comprendre le monde d'aujourd'hui, les événements que l'on vit, ceux qui contribuent à en faire "un produit de l'Histoire", celle du passé, comme celle qui est en train de se faire aujourd'hui. C'est à ce prix que pourra se développer un projet émancipateur partagé.

C'est dans ce contexte que se prépare le 38^{ème} Congrès, dont le caractère extraordinaire tient à l'énorme débat interne portant sur les choix opérés durant la période 2016 – 2017, avec les résultats électoraux que l'on connaît, et sur les raisons qui ont conduit le PCF à ne plus apparaître sur les Media ou si peu, ni comme une référence pour le changement de la Société, laissant entendre que celui-ci aurait disparu de la scène politique.

Le but de la présente note

C'est de là que naît l'idée avancée dans le débat général que le PCF serait à réinventer. Or, si les mots ont bien le même sens pour tout le monde, "réinventer" le PCF revient à considérer que tout est à remettre à zéro, et donc que les murissements politiques auxquels il a procédé durant son histoire, y compris récente, ne répondraient pas aux problématiques et enjeux actuels et seraient à considérer comme quantité négligeable.

Tel n'est pas le point de vue figurant dans la présente note. Celle-ci ambitionne :

- D'éclairer sur les divers cheminements conduisant à ce qui pourrait être considéré comme le Communisme du 21^{ème} siècle,
- De mettre en évidence les avancées conceptuelles qui ont, jusqu' à ce jour, remodeler continument les fondements du PCF aujourd'hui,
- De pointer les difficultés qui sont à surmonter,
- Et, en fin de compte, de donner les raisons et les arguments qui militent pour ne pas changer de nom, mais pour faire entrer dans les faits les décisions prises au cours du temps, sans en rabattre comme c'est trop souvent le cas ces derniers temps.

L'angle privilégié est le Communisme et l'analyse de classe de la Société française. Il est certes restrictif mais est apparu particulièrement crucial dans le débat d'idée qui se mène aujourd'hui. Ce document qui pèse un peu moins de 20 pages n'est ni un testament, ni un recueil de bréviaire. Il n'apprendra peut-être pas grand-chose à toute une génération de membres du PCF qui a suivi le cours des événements, mais il constitue une modeste contribution personnelle ayant pour ambition de d'aider à sortir des difficultés actuelles, en plongeant au coeur des débats qui animent notre Parti.

2. Pour changer la société, nous avons besoin de mots qui permettent de désigner des concepts :

La "bataille d'idée" n'est pas un vain mot. C'est au cœur d'une période où le Capitalisme peine à prouver qu'il constitue en soi un projet d'avenir, et un concept indépassable, que la bataille autour des mots, véritables support des idées et concepts, prend forme. C'est par là que peut passer le recul du sentiment de fatalité et d'impuissance, voire même d'incompétence, notamment lorsque se pose la question de la relève par les nouvelles générations. Rien ne sert d'abandonner un mot si le concept lui survit. Et tout concept véritablement opérant a besoin d'un mot pour le désigner.

Plusieurs événements invitent à revisiter ce que recouvre le mot de Communisme, de bien cerner où en est le PCF par rapport à cette notion. Seulement alors, il sera possible de voir s'il convient ou non de changer de nom, et dans quelle direction il conviendrait que le PCF s'engage :

- D'une part, au début de l'année 2017, dans le cadre des échanges de voeux, nous parvenaient les souhaits suivants accompagnés d'appréciation sur le mot "communisme" émanant d'un syndicaliste CGT:

« Que la lutte contre les paradis fiscaux soit avec toi,

Que la lutte contre les externalisations de l'industrie vers les pays à faible cout de main d'œuvre soit avec toi, surtout les pays asiatiques dont la Chine (pays communiste officiellement, ultra-capitaliste en réalité....)

Que la lutte contre les dictatures et tous les états totalitaires, les états féodaux (pays pétroliers du golfe) soit avec toi, soit entre autre Chine (régime de pourris d'hypocrites tous les dirigeants sont des

milliardaires communistes), Russie, Cuba (je suis content de la mort de Fidel Castro !) et maintenant Turquie, Pologne et Hongrie

Seulement 79 Etats, sur l'ensemble de la population mondiale ont un minimum de droit humain

Contre 88 états ou il doit être impossible de réclamer de nouveaux droits sociaux

Bonne Année à la France et les pays européens de l'Ouest qui sont quasiment les seuls sur la planète à connaître la définition des mots « droits » « social » « humain ».

- D'autre part sur la chaîne LCP, les téléspectateurs ont eu droit, samedi 4 juin, soit une semaine avant le 1^{er} tour des élections législatives, à une heure de grande écoute, en soirée, à un documentaire visant à disqualifier le mot et à présenter l'anarchisme comme le projet émancipateur de demain.
- De plus, chacun a pu constater l'étrange quasi-disparition de toute référence au PCF dans le paysage audiovisuel durant la campagne de 2017, disparition qui se prolonge encore aujourd'hui, et à une surreprésentation des autres courants désignés par les commentateurs de la vie politique par "gauche radicale", à un point tel que même le CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) n'a pu occulter ce fait durant la campagne électorale,
- Enfin, au cœur de la campagne, l'idée d'un changement de nom est revenu dans les media, ainsi que dans les propos de dirigeants de notre Parti, et non des moindres, et qu'un appel dans ce sens a été récemment publié dans l'Humanité.

3. La lutte des classes selon Warren Buffet, le Communisme et le mythe de la fin de l'Histoire

S'il est certain que le mot Communisme a toujours été l'objet d'affrontement sur le terrain des idées, il est un fait que l'Histoire de ce mot a connu 2 phases bien distinctes : il y a, en effet, un AVANT la chute du mur de BERLIN, et un APRES.

Certains ont cru pouvoir déclarer qu'en 1990 c'était la fin de l'Histoire. Il s'agissait, selon toute évidence, de propos qui étaient censés faire le pendant à la phrase célèbre de Karl Marx :

« L'Histoire n'est rien d'autre que l'Histoire de la lutte des classes ».

En effet, d'un côté, dès lors que, dans un pays, les dirigeants qui se réclament de cette dernière affirmation considèrent qu'avec la Révolution qu'a connu leur pays, la lutte des classes était appelée à disparaître, de leur point de vue, c'était bien l'Histoire qui prenait fin.

D'un autre côté, tout le monde a bien connu la tirade de Warren Buffet (rien à voir avec Marie-Georges), 2^{ème} fortune mondiale, hyper-millionnaire américain :

« Il y a une lutte des classes, bien sûr, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre. Et nous gagnons. »

Si donc, mis à part peut-être officiellement pour le MEDEF et quelques-uns de ses idéologues, le consensus existe à peu près autour de l'idée que la lutte des classes existe, Il n'en est pas de même de l'idée selon laquelle il est possible de concevoir une société d'êtres humains, conçue et organisée par eux, telle qu'ils n'auraient plus besoin de recourir à la lutte des classes pour faire valoir leurs intérêts, y compris leurs moyens de subsistance.

Le mot Communisme est historiquement attaché à cette dernière idée (et non pas à l'existence de la lutte des classes), intimement liée à une autre idée, celle qui affirme qu'il est possible de penser le changement des rapports sociaux, de manière parfaitement consciente et volontaire, notamment

pour s'affranchir de rapports sociaux porteurs de rapports d'exploitation, de soumission et d'aliénation. Néanmoins, à ce stade, un certain nombre de mise au point est nécessaire.

La notion de « pays communiste » n'existe pas, pas plus que la notion de « régime communiste ».

Elles n'existent que dans l'esprit de ceux qui ont cru ou voulu faire croire qu'il était possible d'assimiler ou faire assimiler les régimes politiques mis en place par des organisations se réclamant du Communisme, au Communisme lui-même, et considérant que la révolution d'octobre 1917 en Russie pouvait être considérée comme un modèle, qu'ils soient de bonne foi ou non.

Néanmoins, si un certain Staline a cru pouvoir affirmer qu'il était à la tête d'un pays où se construisait le Communisme, en aucun cas il ne s'est revendiqué de diriger le « premier pays communiste » de la planète, ni même d'avoir établi un « régime communiste ». Du reste, il en est de même de tout partisan d'une révolution sociale quelle qu'elle soit.

4. Régime "communiste" ou "socialiste" ? La question des contradictions

Tout au plus, peut-on voir dans les écrits ou discours « de référence » la notion de « pays socialistes » ou de « régime socialiste », faisant la différence entre ce qu'ils désignaient comme une étape nécessaire dans la construction d'une société où l'homme était libéré de toute forme d'exploitation du travail, et l'ère nouvelle où cette société était censée exister, et donc répondre à la totalité des besoins (ou tout du moins l'essentiel).

Ce disant, ils convenaient qu'un « régime socialiste » était encore traversé de contradictions sociales et politiques, auxquelles le "progrès vers le Communisme" était censé apporter des réponses durables, et donc constituer l'aboutissement d'une évolution où les contradictions finissaient par disparaître.

Selon cette vision, il existait 2 types de contradictions, les contradictions antagoniques (et non "antagonistes"), c'est-à-dire, dont la résolution ne pouvait se résoudre que dans la disparition des 2 termes de la contradiction, avec l'émergence d'une réalité toute autre libérée de cette contradiction. C'est le cas de la contradiction Capital / Travail. Et les contradictions non antagoniques, qui pouvaient se résoudre sans disparition des 2 termes. Par ailleurs, les contradictions étaient classées selon leur niveau de priorité : primaires, elles étaient considérées comme déterminant tout le reste (on parlait de détermination en dernière instance), et les contradictions secondaires, qui n'avaient à "rendre de compte qu'à elles-mêmes". Une analyse quelque peu simpliste, supposées s'appuyer sur des concepts avancés par Marx ou par des penseurs qui s'en réclamaient, conduisait à considérer que résoudre les contradictions existant dans une société devait passer, en premier lieu par les contradictions antagoniques considérées comme principales, donc prioritaires, et les autres, qualifiées de secondaires, étaient reléguées à un futur plus ou moins proche, car étant alors censées devenir plus facile à résoudre dans une phase ultérieure. C'est ainsi que l'on a pu voir durant un temps, se développer l'idée selon laquelle l'égalité des sexes relevait d'une contradiction secondaire qui devait sans aucun doute passer à un niveau de priorité inférieure, face à ce qui était jugée prioritaire, la contradiction capital / travail. Ou mieux encore, si le Socialisme était censé reconnaître l'égalité en droit des 2 sexes, l'égalité en fait ne pouvait résulter que des progrès technologiques permettant de libérer la femme de "ses" tâches ménagères. On pourra utilement se reporter au livre de Georges COGNIOT paru en 1969, "Qu'est-ce que le Communisme", soit au lendemain du mouvement de 1968 pour voir les erreurs à ne pas reproduire.

D'un autre côté, si l'on se réfère à ce que Karl Marx mettait derrière l'idée de Communisme, on voit plusieurs choses tout au long de sa vie, sans doute liés à l'évolution de sa propre pensée. Mais il y a

une citation que l'on ne peut occulter, et que l'on peut voir dans l'ouvrage qu'il a écrit avec F. Hengels, "L'Idéologie allemande" :

5. Une conception émancipatrice du Communisme mais qui renvoie à une vision déterministe de l'Histoire

"Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. "

Or, si l'intérêt de cette vision est de bien faire la distinction entre « régime politique » et mouvement général d'émancipation (sociale, sexiste, ...), il a comme inconvénient de donner à voir le Communisme comme un mouvement à caractère inéluctable, identifié au mouvement réel, comme inscrit dans les gènes de l'Humanité.

A sa décharge, Marx n'avait pas encore connu l'expérience de régime politique dont l'étendue dans l'espace et le temps permettait d'imaginer un mouvement irréversible. Pas plus qu'il ne pouvait imaginer que le refus de voir l'évolution des aspirations individuelles et collectives, résultat de cette émancipation, pouvait amener à une remise en cause de tout l'édifice.

Ainsi, la chute du mur de BERLIN, mais également l'histoire et l'évolution des expériences menées au nom de la transformation de la société aux 4 coins du monde ont obligé à remettre en chantier des concepts pour en donner une vision renouvelée. Or, si l'on peut considérer que de 1917 à 1945, soit au lendemain de deux conflagrations mondiales, l'Europe de l'Est a connu un début de résolution de la contradiction entre capital et travail, du fait de la disqualification du Capital à occuper la place de référent dans la reconstruction de la société, il n'en est pas de même de la contradiction entre Capital et libertés individuelles et collectives, celles-ci étant rangées trop rapidement dans les rayonnages des contradictions "secondaires", alors qu'elles constituent la véritable sève de toute transformation sociale de progrès.

6. Un début de remise en chantier des concepts émancipateurs

6.1. La contradiction de classe :

Le premier numéro de la revue "Cause Commune" a cherché à faire un large tour de la question de "classe dominante" et "domination de classe". C'est un fait positif.

Il apparaît clairement que, la résolution de la contradiction Capital / Travail suppose de s'attaquer à la domination exercée par une classe dominante, véritable caste qui avec morgue prétend légitime d'accaparer tous les pouvoirs, en premier lieu, le pouvoir de l'argent, et la grande majorité des patrimoines de l'Humanité. Et cela passe par l'éradication de la pauvreté, de la précarité et du chômage de masse, de la course au moins-disant social qui gangrènent nos sociétés, et cela suppose donc bien le remplacement des logiques actuelles mortifères qui poussent les hommes à s'opposer entre eux, par une autre logique de développement de la société.

Il reste alors à démontrer qu'une telle alternative est possible, même si elle n'est pas inéluctable.

6.2. D'où vient la difficulté à cerner la "ligne de démarcation" entre les classes antagoniques qui traverse la société actuelle ?

Il est symptomatique de la période actuelle que réapparaisse dans le débat à gauche les références à Karl Marx et à ses outils d'analyse, y compris sa propre réflexion théorique ou conceptuelle, ainsi que les expériences de mise en oeuvre pratique (Commune de Paris, gestion ouvrière de caisses de solidarité, et même "phalanstère du socialisme utopique").

Si, traditionnellement, le clivage de classe renvoie, selon la théorie élaborée par un certain K. Marx, à l'appropriation de la plus-value (on dirait plutôt aujourd'hui, la "valeur ajoutée") au sein de l'Entreprise, et de la place de chacun au sein de l'Entreprise pour aboutir à son appropriation, cela suppose de bien voir ce qu'est devenue l'Entreprise, mais aussi le processus de production de la valeur et de son appropriation.

Et alors est posée la question : D'où vient la difficulté à cerner la "ligne de démarcation" entre les classes antagoniques qui traverse la société actuelle ? Plusieurs éléments de réponse peuvent être formulés :

6.2.1. La diversification du salariat et du monde du travail :

Celle-ci découle de la complexification des processus de production de la valeur, mais aussi de la reproduction du capital, découlant elle-même de révolutions technologiques successives dont l'achèvement n'est pas pour demain, et qui oblige à reconsidérer en permanence l'impact qu'elles ont sur les qualifications dans le travail, mais aussi sur la place que chacun occupe dans l'Entreprise elle-même. Ainsi a-t-on pu parler tout au long du 20^{ème} siècle de révolution scientifique et technique, via notamment l'automatisation. C'est aujourd'hui l'irruption de la révolution informationnelle (qui englobe la révolution numérique sans se limiter à elle). Ainsi est apparue l'émergence de catégories dites "intermédiaires", que constitue le monde des techniciens supérieurs. Puis est apparu l'émergence, numériquement en plein essor, des ingénieurs et cadres (non dirigeants) pleinement impliqués dans la conception et la mise en oeuvre des nouvelles technologies, mais également impliqués dans les tâches d'intégration de ces nouvelles chaînes de création de valeur dans l'ensemble de la société, avec, notamment, l'émergence des politiques de services.

L'éclatement du modèle social unique, l'intrication des tâches dévolues aux groupes humains présents dans l'Entreprise correspondant à des intérêts de classe opposés, mais aussi l'impérieuse nécessité de prendre en compte des réalités qui ne peuvent être ramenés à de simples contradictions de classe, l'exploitation qui est faite de cette réalité complexe pour dédouaner les classes dominantes de leur responsabilités écrasantes dans la situation de crise que l'on connaît aujourd'hui, autant d'obstacle à surmonter pour dégager les voies d'un projet émancipateur.

On a cru, un moment, pour mieux prendre en compte cette nouvelle réalité "sociologique", qu'il suffisait d'élargir le concept de classe ouvrière". C'est bien plutôt le concept de "salariat diversifié", ou mieux, le "salariat multipolaire sans groupe hégémonique", comme l'a révélé Jean LOJKINE dans son ouvrage "L'Adieu à la classe moyenne", qui s'est avéré et s'avère aujourd'hui opérant, donnant à voir

les spécificités propres à chaque couche sociale qui le compose, et les moyens de formuler leurs propres aspirations revendicatives, et leurs propres caractéristiques de luttes sociales, permettant de faire bouger les lignes, sans court-circuiter la phase de recherche de convergence donnant sa pleine puissance au rapport de force.

6.2.2. La place prise par les services publics privatisés ou non

Le rôle des Services Publics, qui vont aujourd'hui des services étatiques à ceux assurés par les Collectivités Territoriales, en passant même par le privé par le jeu des concessions, ne se limite plus à la reconstitution physique de la force de travail. Au cours du temps, ils sont devenus des moyens permettant de couvrir des besoins d'épanouissement individuel et collectif, avec pour objectif, autant la remise en forme rendue nécessaire par l'usure découlant des conditions de travail et des conditions de vie, et de leurs dégradation, que par l'aspiration à l'épanouissement culturel sous ses différentes formes. Ils sont également devenus un moyen courtisé par les Entreprises pour conforter leurs quêtes de rentabilité financière et de profit. Ces différents aspects, qui ne sont pas nouveaux, sont devenus des enjeux en soi, avec la mise en oeuvre de nouvelles chaînes de création de valeur, qui peuvent avoir tendance à occulter l'intérêt qu'ils avaient à l'origine. Le contrôle de l'utilisation des budgets publics, dans leurs différents domaines d'affectation, sont l'objet de luttes sociales et politiques où l'exigence démocratique constitue, de plus en plus, un élément déterminant du rapport de force.

6.2.3. L'alliance stratégique du grand patronat et des principaux acteurs des marchés financiers

La perception de cette alliance, tout comme la mesure des conséquences qu'elle a dans le clivage de classe de la société actuelle, est décisive. En effet, s'il est un fait que le capitalisme du 21^{ème} siècle ne peut être assimilé ni au capitalisme familial de ses débuts, ni au Capitalisme Monopoliste d'Etat de la 2^{ème} partie du 20^{ème} siècle, si la financiarisation du capitalisme est un fait avéré, il est tout aussi clair que le capitalisme ne peut aujourd'hui être considéré comme se limitant strictement à cette dimension. Il est un "mix" de ces différents aspects. Les mécanismes et les logiques mises en place à cette dernière phase de développement ont un triple objectif :

- Un objectif idéologique : Donner l'illusion que le marché est libre et non faussée, et donc qu'au jeu de la roulette russe que constitue la guerre économique, chacun a les mêmes chances de gagner ou de perdre,
- Un objectif de profit : faciliter la suraccumulation du capital, maximisation du taux de profit, compression de rémunération du travail,
- Un objectif de domination : mettre sous la coupe de la finance des secteurs jusqu'à ce jour épargnés par la domination du capital (liquidation des services publics, domination marchande sur les terres et les territoires à plus faible productivité, ...)

Le piège serait de croire que, de la PME / PMI jusqu'aux Grands Groupes Industriels et Financiers (GGIF) tout le monde serait à la même enseigne face à la "domination des marchés financiers".

Le mythe de l'Entreprise étendue, qui, à coup de nobles sentiments, présentent les donneurs d'ordre et la myriade de sous-traitants comme une réalité du monde moderne, ne peut ni ne doit cacher la pression permanente des premiers sur les seconds, allant jusqu'à la menace d'étranglement dès lors que le donneur d'ordre rechigne à voir l'appareil productif de la PME configuré différemment des objectifs qui lui ont été assignés.

La ligne de démarcation dans le rapport d'exploitation se déplace alors, mettant dans un même camp, salariés et petits entrepreneurs rassemblés face au joug imposés des magnats financiers. On imagine aisément que de tels rassemblements sont loin d'être évidents.

Bien sûr, des efforts considérables sont menés par les idéologues du capitalisme financier, destinés à casser toute velléité de constituer des fronts rassemblant tous ceux qui ont intérêt à un changement de logique et de système.

Il en est ainsi des couches moyennes auprès de qui sont menées de multiples opérations de séduction destinées à les convaincre qu'ils ont intérêt à être de la partie (plan d'épargne d'entreprise et de retraite orientés actionnariat, mais à condition qu'aucun mouvement contestataire dans les Assemblées d'actionnaires ne viennent bousculer les dogmes de la domination financière, territoires et environnements immobiliers favorisant la gettoïsation, ...).

La perception des alliances qui se nouent, tout comme la mesure des conséquences qu'elle a dans le rapport de forces est décisive. D'où l'intérêt qu'il y a à analyser le facteur humain en classes sociales, vu sous l'angle non pas sociologique (classes populaires, classes moyennes, classes dirigeantes, classe politique, ...), mais sous l'angle du rapport antagonique ou non antagonique qu'elles entretiennent entre elles (classes dans le cas d'un rapport antagonique, couches dans le cas d'un rapport non antagonique).

6.2.4. Une certaine forme de mondialisation :

Les aventures belliqueuses qui ont marquées les siècles passés ont servi d'expériences aux classes dominantes. Le risque encouru, pour celles-ci de ne pas recouvrer le niveau de domination qu'elles détenaient avant le conflit, le risque de perdre toute légitimité dans le rapport de domination, et, par voie de conséquence, le risque de renversement des pouvoirs favorables à la Finance, les limites imposées par le régime des frontières à la circulation des capitaux, enfin, l'opportunité fournie dès les années 90s d'un changement du rapport de forces ont conduit les classes dominante à la révolution copernicienne que l'on connaît aujourd'hui : déploiement multinational des GGIF (**), gouvernance transnationale, marché de l'emploi considéré comme unique au-delà des frontières, ...

En cherchant à conserver une longueur d'avance sur les forces de transformation sociale, en modelant les institutions internationales (financières, administratives, politiques, ...) à leur sauce, les classes dominantes ont cherché à faire passer l'idée, non sans un certain succès, que le pouvoir politique se devait de tenir les GGIF (**) à l'écart des tracasseries que conférerait le contrôle citoyen exercé au niveau mondial.

6.2.5. L'atomisation de la grande Entreprise et des activités de production

Enfin, ce n'est pas peu dire que la constitution des GGIF (**) s'est accompagnée d'une redéfinition du "cœur" de l'Entreprise, tant sous l'angle de la composition capitaliste que de la constitution physique de l'Entreprise, y compris géographique. Alors qu'autrefois, les activités de production constituaient le cœur de l'Entreprise, les stratégies patronales n'ont eu de cesse d'externaliser, de délocaliser, d'isoler les activités de production. Cet acharnement qui, dans bien des cas, s'est accompagné de mise sous tutelle de sociétés étrangères (anglo-saxonnes, allemandes, ...) n'est pas le simple résultat d'un besoin objectif de répartir les activités de l'Entreprise au gré des coopérations internationales, même s'il y contribue. Il s'agit également, de manière évidente, d'une volonté de classes. Certes guidé par la volonté de peser sur le "coût du travail", le Patronat connaît, mieux que quiconque, l'importance des traditions et l'expérience du monde ouvrier dans les luttes sociales. D'où l'intérêt, pour lui, de confiner tout risque de contamination en cas de mouvement social.

Enfin, afin de ne pas être "en retard d'une guerre", il y a bien lieu de prendre en compte cette invention diabolique créée par les "classes dominantes" que constitue l' "ubérisation", nouvelle forme de rapport client / fournisseur dont l'objet de la vente /achat reste la force de travail, mais qui a l'insigne intérêt de "déboulonner" les derniers avantages que présente le contrat de travail salarié.

7. Machiavel à l'origine du stalinisme

D'où plusieurs idées qui ont émergé au fil des différents Congrès, dont certaines ont été énoncées ou conceptualisées par des penseurs de haut vol, à qui il convient de rendre hommage, ou bien simplement par la réflexion collective dont le PCF a le secret. Citons-en quelques-unes :

- Dans la conception d'une transformation sociale réussie, il y a lieu de « commencer par les fins ».

Cette vision, développée par le philosophe Lucien Sève, n'est rien d'autre que la nécessité absolue de faire la peau à une idée qui a longtemps prévalu, notamment tout au long des expériences vécues dans le cadre des expériences de « régimes socialistes » européens, idée professée par un certain Machiavel, à savoir que :

- « La fin justifie les moyens »

Notons que, si récemment, le doute est apparu comme quoi ce serait effectivement Machiavel qui aurait prononcé ces mots, il n'en demeure pas moins que la conception de l'action politique qu'il a développée était directement inspirée de cette affirmation. Or, une chose est sûre, une telle affirmation peut être considérée comme située à la base de toutes les déviations staliniennes, y compris de ses variantes. On peut dire que, dans une certaine mesure, c'est elle qui a pointé l'urgence de la refondation du mode de fonctionnement du PCF (abandon de la Dictature du Proletariat, intégration d'une réelle confrontation d'idées pour l'élaboration et la prise de toute décision) avec le souci de concilier en permanence l'efficacité dans le déploiement des décisions prises et l'unité de l'organisation.

Autre avancée conceptuelle :

- « L'Histoire n'est rien d'autre que l'Histoire des possibles »

Affirmé, entre autre, par Pierre ZARKA ou Quentin Deluermoz, cette idée fait la peau à toute approche soit-disant déterministe de l'Histoire, donnant au mouvement réel, son sens, initial, c'est-à-dire un mouvement qui peut être régressif ou progressiste, selon l'évolution des rapports de force et la capacité de ceux qui veulent poursuivre la marche émancipatrice de l'espèce humaine, et éliminer toute forme d'exploitation ou de domination oppressive. Avec cette précision "qui change beaucoup de choses", l'Histoire reste une science, mais une science sociale, qui perd alors tout caractère de bréviaire.

Il convient d'ajouter à ces briques de réflexion, une 3^{ème} idée :

- Dans le domaine du développement des sociétés humaines, il n'y a pas de contradiction primaire ou secondaire, même s'il existe des contradictions antagoniques (rapport de classes) et d'autres qui ne le sont pas.

Il existe diverses formes de domination oppressive, parmi lesquelles celles qui résultent de l'exercice du pouvoir à l'intérieur de l'Entreprise et du rapport de subordination, qui fait que tout ce qui se rattache au processus de développement et de production assuré par 99% des terriens est accaparée par une minorité (disons comme Pierre LAURENT) correspondant à 1% des plus riches. Partant de là, il convient de mettre sur un même niveau de priorité les luttes humaines contre toutes les formes de domination oppressives, c'est-à-dire, aussi bien celle relative à l'exploitation du travail que celle de la domination masculine, ou bien celle qui se mène à l'encontre de l'environnement de la planète. Rappelons que celle-ci connaît une dégradation importante, conséquence de la conjonction de deux effets (au moins) : la course au profit, visant un niveau de profit ramené au capital investi incompatible avec la réponse aux besoins collectifs, et la course au productivisme, qui vise un niveau de production ramené à la surface de terre agricole, incompatible avec la pérennité de la planète et de ses ressources disponibles.

Enfin, nous ajouterons une 4^{ème} idée :

- Le changement de l'acte de propriété assurant le transfert d'une propriété privée vers une propriété collective, a fortiori si cette collectivité est la nation toute entière, fut-il pour une partie des moyens de production ou une Entreprise, ne suffit pas à garantir que s'y mène une activité de création de valeur correspondant aux besoins du plus grand nombre, ni même à garantir que tout rapport d'exploitation de la force de travail y est désormais impossible.

Pour assurer cette garantie, il convient d'y ajouter une transformation des critères de gestion qui permette que s'y mène une activité répondant à une logique différente de la course au taux de profit maximum. Sans une telle démarche, il est illusoire de parler d'une véritable appropriation sociale. C'est tout l'intérêt des travaux de Paul Boccard, y compris les plus récents (voir Economie & Politique, Mars 2015 et suite).

8. Des innovations conceptuelles pour penser le monde en train de changer

C'est à partir de ces nouvelles avancées, qui se poursuivent bien entendu aujourd'hui, qu'il a été possible d'imaginer une relance de la visée émancipatrice qui n'a plus rien à voir avec la vision stalinienne, ni avec ce que l'on a connu dans les débuts de la plupart des pays dits du « socialisme réel ».

Partant de là, il est sans doute possible de faire une analyse critique des différentes et nombreuses expériences de transformations sociales émancipatrices qui ont été menées aux 4 coins du monde :

du mouvement Spartakus sous la Rome antique jusqu'à la Commune de Paris en 1871, de la Russie tsariste à la Bolivie actuelle, en passant par le Vénézuéla. On pourrait reprendre un débat intéressant sur la réalité que connaît la Chine, CUBA, pour lequel on ne pourra pas ignorer ce que Ségolène ROYAL, en personne, exprimait lors de sa récente visite officielle dans l'île, ou bien même le VIETNAM. On y verra sûrement que la pratique de Parti Unique n'est pas une donnée inscrite dans les "gènes du Communisme", mais une donnée déduite de conditions historiques bien particulières.

On y verra également, en réponse à la tournure que prend la mondialisation actuelle, l'intérêt à ce qu'on remette en chantier le concept de DUMPING (et non seulement le dumping social), dont la pratique est en théorie interdite par les règles de l'OMC, alors même qu'il est largement utilisé par les forces économiques occidentales comme arme de combat à l'encontre du reste du monde, pour maintenir les rapports de domination, et faire obstacle à toute velléité émancipatrice.

8.1. 1990 : la chute du Socialisme et non du Communisme

Partant de là, on pourra sans doute converger sur certaines appréciations, portées par notre ami lors des échanges de voeux en ce début 2017 (paragraphe 2), mais certainement pas sur toutes. La réalité vécue au quotidien dans les contextes très divers auxquels sont confrontées les populations et les peuples dans bon nombre de pays nous invite à ce que, dans l'analyse concrète de chaque situation concrète, on se refuse à "jeter le bébé avec l'eau du bain", même si certaines pratiques et dynamiques qui y ont cours ne peuvent que générer des divergences avec celles qui nous animent. Bien sûr, nous aurions, malgré tout, tort de taire ces divergences.

C'est vrai pour des pays comme la Chine ou d'autres encore où le mot de Communisme semble encore avoir un sens. C'est vrai également pour d'autres qui se sont engagés dans une voie émancipatrice, avec des références conceptuelles différentes des nôtres.

8.2. Consolider ses fondations sans reniement OUI,

Le PCF, ses militants, ses responsables et ses dirigeants ne sont pas restés à l'écart de ces évolutions. Ils en ont été souvent les principaux acteurs. Sans ces actions de refondation permanentes qui y ont été menées, il n'aurait pas été possible de donner au 37^{ème} Congrès le contenu qu'il a eu. Autrement dit, l'idée de refondation, de réinvention, de "mise tout à plat" est inadéquate, sauf à considérer que ce qui précède est inopérant. Autre chose est de savoir comment et où en est le PCF dans l'appropriation collective de ces acquis. Bien que d'immenses efforts soient menés pour l'isoler ou pour le mettre hors-jeu, qu'exprime-t-il ? Il a donné sa propre définition à l'occasion du dernier Congrès, le 37^{ème} (Juin 2016). Il s'agit d'un acquis positif. Dans la prolongation de la réflexion collective qui s'est menée depuis des décennies (voir "Autres communications datées" en fin du présent texte), et qui se mène encore aujourd'hui au sein du PCF, à l'écoute de tout ce qui bouge dans toutes les couches sociales intéressées à un changement de politique, qui soit en rupture avec celles menées depuis des décennies, il a retenu, comme fondement de sa politique, à juste titre, les points suivants :

- Point 1 : Ce n'est pas le concept de Communisme, qui est à abandonner, mais celui de socialisme. Ce n'est pas le mur du Communisme qui est tombé un jour de 1990, mais celui d'une certaine forme de socialisme, rejeté par des peuples à la recherche de concepts émancipateurs beaucoup plus exigeants. Du reste, on ne peut que s'étonner de ce que, bien qu'il s'agit là d'un fait incontestable, ce soit avec un réel acharnement

que les Media, ainsi que nombre de commentateurs politiques qui ne veulent au PCF que du bien (sic !), affirment avec constance que c'est le communisme qui a chuté en 1990.

- Point 2 : Dans une transformation à visée progressiste d'une société humaine, dans un pays donné, rien ne saurait justifier la mise au second plan des objectifs de conquête démocratiques, et les droits inaliénables de l'individu,
- Point 3 : Pour penser les transformations à opérer dans les rapports sociaux, il y a lieu d'introduire la notion de « de dépassement du capitalisme » (adoptée au 33^{ème} Congrès de 2006), c'est-à-dire une transformation basées sur le principe selon lequel, dans toute transformation à caractère révolutionnaire, ce sont inévitablement les mesures transformatrices qui savent faire la preuve de leur supériorité sur l'organisation sociale antérieure, qui peuvent être durablement introduites.

Ce travail de refondation continu est le fruit de l'expérience accumulée par le combat politique mené en France et les succès et échecs des diverses tentatives de changement avec rupture dans un certain nombre de pays.

8.3. Congrès de Martigues "BIS" : NON

Néanmoins, il ne s'agit pas d'une voie bordée de fleurs. Ainsi, parmi les expériences douloureuses vécues par les militants et adhérents du PCF figurent la séquence 1997 – 2002, d'une part, et le Congrès de Martigues (2000), d'autre part.

Cette période, où le PCF a tenu à montrer sa volonté de se différencier à tout prix des organisations politiques d'Europe de l'Est, a été vécue comme la justification d'une politique d'accompagnement des dérives sociales -démocrates qui commençaient à s'affirmer au sein du Parti Socialiste. Autrement dit, ce qui a été désigné à l'issue de cette période comme la "Mutation" du PCF débouchant sur un véritable "N(ouveau) P(arti) C(ommuniste) a, dans les faits, été assimilée aux décisions prises durant cette période, lesquelles relevaient plus d'un accompagnement social-libéral qu'une phase de "refondation" du PCF : privatisation à tout va de l'aéronautique (SNECMA / SAFRAN, EADS / AIRBUS avec le lancement de l'A380, Air France, France Telecoms, Renault, les banques CIC, ..., retrait des implantations du PCF hors des Entreprises, ...).

La situation résultant de ces expériences est faite d'une profonde déception, amertume voire colère qui conduit à s'interroger sur ces principes qui conduisent à une autre vision de processus de transformation révolutionnaire de la société. Le Communisme ne doit pas être générateur d'abdication ni de la citoyenneté ni des droits humains ni des objectifs de remise en cause de l'accompagnement social-libéral ni de la domination de classe, mais doit s'identifier au combat qu'il mène pour que la Société française abandonne des logiques dépassées, y compris au niveau européen et mondial. Il doit être en phase avec une logique nouvelle de développement, celle qui correspond en gros aux objectifs sociaux figurant dans "L'Humain d'abord" et dans "la France en commun", à condition de s'en donner les moyens.

A noter qu'il ne suffit pas de dénoncer des formes autoritaires de pratique politique et de gouvernance de la société pour garantir que l'on développera une pratique qui mette à l'abri d'une résurgence des vieux démons. Comme disait le poète, "il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour". Pour assurer cette garantie, il faut ajouter des moyens qui prémunissent contre cette résurgence. C'est tout l'intérêt du PCF d'avoir, au travers d'expériences parfois douloureuses, forgé ces moyens-là. Il y a donc bien toutes les raisons de considérer que le PCF et ses adhérents sont bien durablement vaccinés contre toute

forme de stalinisme. Il devrait en être de même de tout accompagnement social-libéral. Ces moyens résident, certes, dans le travail de construction des nouveaux concepts permettant de comprendre le monde d'aujourd'hui et de le transformer, mais également sinon plus, dans la pratique politique quotidienne de son organisation, de ses militants et adhérents, et dans les règles qui la régissent. C'est sans doute là que réside la très forte réticence qu'ils ont eu vis-à-vis de la Charte des Insoumis et de leurs camarades de France Insoumise, malgré les incompréhensions que cela a pu susciter, adoptant un positionnement courageux qui les a certainement privés de millions de voix qu'ils méritaient d'obtenir. De fait, la saveur d'un "populisme", même qualifié de gauche, aussi bien que celle inspiré d'une logique de "parti unique" que proposait FI comme base de rassemblement ne pouvaient ni ne peut convenir. Les Communistes sont défiants à l'égard de ces 2 visions. Jusqu'à ce jour, ils ont exprimé, av'ec raison, leur refus de se couler dans ce moule. Dans le passé de leur engagement militant, ils ont trop souffert des graves dangers que confère la vision de type "parti unique". Quant au risque de dérive social-libéral, l'intégration à une organisation unique, même censée maintenir la réalité des organisations dont ils sont issus, n'offrent pas les garanties nécessaires et suffisantes pour que soit respecté le pluralisme à gauche, et, a fortiori, le traitement des divergences existantes (financement de la Sécurité Sociale, démarche vis-à-vis de la construction européenne, ...).

9. Le Communisme de nouvelle génération

En conclusion, il a lieu de garder en mémoire ce qui figure dans les textes adoptés lors de ce 37^{ème} congrès pour définir ce que le PCF entend pour sa propre acception du mot Communisme :

« Reprenons l'offensive politique et idéologique face à la « religion du capital » et à ses grands inquisiteurs. Donnons-nous l'ambition d'un monde de partage et d'égalité, qui place l'être humain et son environnement au coeur des politiques, en liant émancipation individuelle et collective. En ce sens, il est indispensable :

- *de réaffirmer le droit imprescriptible des individus à la liberté et viser l'égalité réelle en luttant contre toutes les dominations et les discriminations ;*
- *d'inventer un mode de développement économique, social, solidaire et soutenable. Le bonheur des êtres humains et la préservation de la planète seront ses seules finalités ;*
- *de promouvoir le travail, les savoirs, l'éducation et la culture, leur partage et leur appropriation, comme des enjeux majeurs, une condition de l'émancipation individuelle et collective ;*
- *de se doter d'une Sécurité sociale qui retrouverait sa vocation mutualiste et qui garantirait à 100 % l'accès aux soins pour toutes et tous ;*
- *d'élaborer une démocratie réelle, par une révolution citoyenne, une appropriation populaire de la politique, de l'économie, de l'argent et de la culture, une conquête des pouvoirs et de l'égalité ;*
- *de construire l'Europe des peuples en redéfinissant ses fondements et en élaborant de nouvelles institutions démocratiques au service de projets partagés ;*
- *de fonder une mondialité de paix et de coopération entre des peuples égaux pour le développement de biens communs de l'humanité tout entière.*

Dans notre pays, le désir de se libérer du capitalisme grandit. Notre peuple attend une proposition politique nouvelle.

Loin d'une recherche désespérée du « grand soir » ou d'une gestion sociale-libérale, nous

proposons un processus de transformation sociale fondé sur les luttes, les batailles d'idées et les conquêtes de pouvoirs. Ensemble, nous pouvons bâtir un nouveau mode de développement productif, social et écologique, portant l'exigence féministe à l'égalité, l'aspiration à l'autonomie de chacune et chacun, l'appropriation et le partage des savoirs, des informations, des arts et des cultures, enfin une refondation de la politique et de la République. Au XXI^e siècle, le grand dessein de l'humanité est d'en finir avec toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation, de l'homme par l'homme, de l'homme sur la femme, de l'activité humaine sur la nature.

Voilà le mouvement que nous nommons communisme de nouvelle génération."

10. La question existentielle du rapport capital - travail

Mais il reste un point à éclaircir, tout de même, c'est la place et l'enjeu qui est dévolu au rapport capital / travail dans la société actuelle, et dans notre combat politique pour porter les exigences de changement qu'il véhicule. Car, autant il est possible de constater que le combat contre les autres rapports aliénants de domination restent encore aujourd'hui partagé par un nombre appréciable d'organisations et disposent de sérieux points d'appui dans la société, autant la lutte contre le rapport aliénant capital / travail reste encore trop faiblement partagé. Qui plus est, s'il n'est plus possible de différer la lutte contre d'autres dimensions des rapports de domination (sexiste, racistes, ...), force est de constater que la réponse apportée dans la définition du 37^{ème} Congrès reste encore elliptique quant aux moyens à mettre en œuvre pour remettre en cause le rapport aliénant capital / travail. Tout au plus, a-t-il ouvert des pistes, répondu à des exigences, en prévoyant de les explorer, ce qui reste pour une très large part à faire.

Et pourtant, considérer que l'on pourra changer le cours des choses en occultant cette exigence, c'est rêver naïvement d'un monde nouveau mais jamais atteignable. Pour marquer l'importance et l'enjeu de réponses appropriées nourrissant le Communisme du 21^{ème} siècle, on pourrait imaginer une campagne beaucoup plus ample, qui se mènerait autour de la réalité du coût du capital, des logiques qu'il induit, en y intégrant les solutions alternatives, illustrés de manière concrète au travers des luttes sociales du moment, notamment l'innovation majeure que constituent les droits nouveaux des salariés et de leurs IRP, innovation dont la portée va bien au-delà d'une Sécurité d'Emploi et de Formation, mais englobe toute la finalité de l'Entreprise.

Est-il nécessaire de préciser que se déduit d'une telle approche l'absolue nécessité de conquérir le droit de "faire de la politique" sur le terrain de l'Entreprise et du Lieu de travail ? Non pas comme un syndicalisme bis, mais comme une force qui aide à percevoir les enjeux de société que revêt la logique capitaliste, comme l'obligation de ne pas laisser la pratique politique sur l'Entreprise et le Lieu de travail au seul patronat, comme un outil de rassemblement du salariat, dans la diversité de sa composition et de son implication pour les changements à venir, comme un moyen de mener des luttes sociales, démocratiques et environnementales, dès lors que le pouvoir politique est impliqué. A ce titre, sans abdiquer sur ses repères, sa vision et ses propositions, l'organisation politique déploie son activité en s'adressant à toutes les organisations syndicales, sans exception, et à tout salarié sans distinction. Il tisse des liens étroits avec toutes les implantations politiques nécessaires existant dans les collectivités territoriales, et en particulier celles entourant son propre Lieu de travail. Rappelons que le 37^{ème} Congrès avait pris plusieurs décisions sur cette question (une session du Conseil National qui lui était réservé, un état des lieux, ..). Elles n'ont pas, à ce jour, été suivies d'effet.

11. Dans un tel contexte, faut-il changer de nom ?

Il convient alors de répondre par la négative à cette question pour au moins quatre raisons :

- 1^{ère} raison : D'une part, avec une réponse positive, nous nous rangerions à l'idée selon laquelle, il suffit que les classes dominantes mènent une bataille sans répit visant à transfigurer un concept, le vidant de son contenu, pour que l'on se considère comme contraint de l'abandonner. On voit ce qu'il en est avec les concepts de "gauche" ou de "progressiste". Emanuel Macron en vient même à considérer qu'il n'y a pas de place pour des concepts de gauche entre sa politique et celle du Front National. Il affirme que son mouvement est authentiquement "progressiste", vidant une nouvelle fois ce concept de son contenu.

Rappelons que, depuis les années 70s, les dirigeants de Droite en France sont arrivés au pouvoir avec des discours, voire des accents de gauche, pour appliquer leur politique de Droite. Le seul qui a tenté une autre voie, argumentant sur la Droite pour sa politique de droite, F. Fillon a été mis hors-jeu de violente manière.

Souvenons-nous :

Giscard d'Estaing avec son accordéon,
Jacques Chirac et sa fracture sociale,
N. Sarkozy avec son ode à Guy Moquet et Léon Blum
Et maintenant E. Macron et "sa" révolution.

- 2^{ème} raison : Une autre raison pour refuser un changement de nom est que l'effort consistant à "unifier", non pas les régimes politiques derrière des modèles, mais la vision globale relative aux mouvements émancipateurs, vaut le coup, du seul point de vue de la réhabilitation, au sein des Sciences Sociales, de l'Histoire et de la "Science des Formations Sociales" en tant que sciences. Or, si la politique n'est pas une science, l'Histoire des "Formations Sociales et de leur possible évolution" en est une. Et la recherche d'une vision globale unifiée dans ce domaine autour d'une visée émancipatrice conforterait son statut de science. En conservant le mot, avec son histoire qui se mêle à tous les combats émancipateurs, nous ferions acte militant aidant à constituer un de ces fameux repères vivants dont les mouvements sociaux et démocratiques ont tant besoin, pour se donner confiance et donner confiance.
- 3^{ème} raison : le Communisme en France reste attaché à des conquêtes sociales et démocratiques inestimables. Le philosophe Arnaud Spire disait, il n'y a pas si longtemps : "il y a plus de Communisme dans la Sécurité Sociale" ou dans "l'Education Nationale" que dans n'importe quel Parti Communiste dans le monde ". Il faudrait y ajouter, par exemple, l'ensemble des dispositions sociales et démocratiques à mettre au crédit du "Ministère des Travailleurs" d'un Ambroise Croizat, y ajouter les réalisations du "Communisme municipal", et bien d'autres qui ont fait toute la spécificité française.
- 4^{ème} et dernière raison : la question environnementale. Ce n'est pas peu dire que, dans la foulée de celui qui fut, à la fois libre - penseur et créateur de l'Ecologie, Ernst Haeckel (1834 – 1919), ce qui n'oblige pas à occulter certaines de ces approches sur l'espèce humaine, K. Marx et F. Engels ont, dès le début de leurs travaux subversifs, cherché à intégrer la problématique du rapport de l'homme à son environnement. Alors que la connaissance approfondie des effets de la pollution sur le corps humain n'a pas atteint, bien sûr, le niveau d'aujourd'hui, ils se sont distingués en pointant, dès le départ de leur collaboration, la question complexe du rapport de l'homme à la nature, soulignant les ressources qu'elle offrait à l'homme, mais sans occulter les risques

encourus en cas d'exploitation abusive de celles-ci. De la dénonciation de la pollution à Manchester par le duo allemand, aux travaux de la Commission "Environnement" du PCF menées depuis plusieurs décennies, tout cela conduit à des résultats qui sont traduits en objectifs politiques, puis intégrés aux plateformes en cours du PCF. En France, les rapports complexes entre Ecologie et PCF témoignent de la difficulté qu'il y a à penser la maîtrise contradictoire entre exploitation et conservation des ressources naturelles, d'une part, et émancipation sociale, d'autre part. Qu'un Vincent Labeyrie, disciple de René Dumont, et militant farouche de la synthèse entre Ecologie et Communisme ait fini par "craquer" en sortie d'une période où le stakanovisme a servi de ligne de conduite durant la période stalinienne ne change pas grand-chose à l'affaire. Avec un peu de patience, il aurait vu des alliances PCF – Verts qui n'ont rien de contre-nature, même si les débats autour de certains choix non consensuels, tantôt portés par les uns, tantôt par les autres, restent animés.

12. Conclusion

Dans cette optique, un Parti Communiste Français ne se réfère plus, bien sûr, aux 21 conditions qui ont présidé à sa création, mais à un corps vivant désigné par le mot Communisme qui désigne et s'identifie au mouvement général d'émancipation social et citoyenne, de dépassement du capitalisme et de maîtrise des conditions matérielles, humaines et environnementales d'un développement coopératif durable pour le monde contemporain comme pour les générations futures.

Pour assurer le maximum de chances permettant d'ouvrir une voie dans ce sens, l'erreur serait de renier les efforts de refondations (à ne pas confondre avec une dérive social-démocrate) continues menées depuis le début de son existence par le PCF. Autrement dit, renier cet effort, soit en en faisant abstraction sans changer de nom, soit en changeant de nom, aurait pour conséquence une interrogation existentielle sur la capacité de la nouvelle organisation à intégrer le niveau d'expérience dont elle hériterait. Assurer la continuité de l'organisation par le même nom n'a pas pour seule conséquence de "véhiculer dans l'Histoire à venir, les casseroles héritées de l'Histoire passée, mais également de porter dans ses bagages les réponses émancipatrices que le PCF a apportées au cours de son Histoire.

La politique de l'autruche est séduisante un temps, elle n'est pas payante à terme. Celle portant l'ensemble des questions auxquelles il a fallu apporter des réponses novatrices et les réponses elles-mêmes, constitue la meilleure garantie offerte aux générations futures que l'organisation est définitivement vaccinée contre les déviations du passé.

L'issue réside alors dans une authentique "bataille d'idée" développant les argumentations nécessaires pour rendre compréhensible et attractif le Communisme de nouvelle génération, pour apporter certaines précisions nécessaires, en passant aux travaux pratiques, en sorte que soit bien perçu en quoi il emprunte aux concepts antérieurs et aux conquêtes sociales et démocratiques, chaque fois que c'est nécessaire, et en quoi il s'enrichit des évolutions également nécessaires, y compris parfois de ruptures pour être en prise sur le monde tel qu'il est et nous permettre de changer la logique qui le guide aujourd'hui.

* En rouge figure les écarts par rapport à la version précédente

* * GGIF : Grands Groupes Industriels et Financiers

Ouvrages cités (dans l'ordre de citation)

Le Monde Diplomatique, "Manuel d'Histoire critique", Ed. LMD	2014
Georges Cogniot, "qu'est-ce que le Communisme", ES	1969
K. Marx & F. Engels, "l'idéologie allemande ", ES	1846
Revue "Cause Commune" n°1	2017
Jean Lojkine, " L'adieu à la classe moyenne", La Dispute	2005
Lucien Sève, "commencer par les fins", La Dispute	1999
Quentin Deluermoz, "l'Histoire des possibles", Seuil	2016
Paul Boccara, " Théories de la régulation et suraccumulation-dévalorisation du capital", Economie-Politique, Mars 2015	2015
Ernest Haeckel, "les énigmes de l'univers", Schleicher frères	1905
Vincent Labeyrie, article sur les Transports, tirés de "L'encyclopédie du savoir moderne", "L'homme et son environnement", "de la démographie à l'écologie"	1980

Autres communications datées :

Georges Marchais, "le défi démocratique", Ed. Grasset	1973
Etienne Fajon, "l'union est un combat", Ed. Notre Temps	1975
22 ^{ème} congrès du PCF : "abandon de la dictature du prolétariat	1976
Jean Lojkine, "la Classe ouvrière en mutation", Messor	1986
la Révolution informationnelle, PUF	1992,
Entreprise et société, PUF	1998
Olivier Schwartz et Bernard Frédérick, l'Humanité	2001
Anicet Le Pors, 'Communisme, un mot à protéger', Economie & Politique	2017

FIN